

Lutte contre les paradis fiscaux;

**«IL FAUT PRENDRE LE TAUREAU PAR LES CORNES ET AGIR!»**

- STÉPHANE BERGERON

OTTAWA, le 9 juin 2021 – Le député de Montarville et porte-parole du Bloc Québécois en matière d'affaires étrangères et intergouvernementales, M. Stéphane Bergeron, a conclu, le 8 juin dernier, le débat à la Chambre des communes entourant la motion M-69 qu'il parraine concernant la lutte contre les paradis fiscaux. Il a alors eu l'occasion de répondre aux réserves formulées par les députés libéraux. La table était mise, puisque le débat précédent portait sur la situation du logement et les ressources qui ne seraient pas au rendez-vous pour répondre aux besoins en la matière.

«C'est vrai pour la santé, c'est vrai pour les services sociaux et c'est aussi vrai pour toutes les missions de l'État. Or, la réalité, c'est qu'il ne manque pas d'argent. La réalité, c'est que cet argent nous échappe. Cet argent fructifie dans des paradis fiscaux au bénéfice des mieux nantis. Qui paie la note? Ce sont les gagne-petits et la classe moyenne qui paient la note pour les mieux nantis de notre société. Cela est totalement intolérable. Je ne peux pas concevoir que nos collègues libéraux tolèrent une chose pareille», a d'abord lancé M. Bergeron.

«Il n'y a rien de parfait en ce bas monde. Je suis conscient du fait qu'il y a peut-être des lacunes dans la motion présentée. Or, les néodémocrates, conservateurs et bloquistes ont décidé de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Ils ont choisi de retenir ce qu'il y avait de positif dans cette motion en se disant qu'on allait bâtir là-dessus. Il ne faut pas se donner des prétextes pour ne pas agir. C'est justement ce que font les libéraux. Ils prennent prétexte des quelques soi-disant lacunes qu'ils auraient observées pour tout rejeter en bloc. Au Québec, il y a un dicton selon lequel "quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage"... C'est exactement ce qui se passe ici. On invoque quelques petits problèmes ici et là dans la motion pour pouvoir la rejeter en bloc», s'est indigné le député de Montarville.

«Quand on sait que les ministres des Finances des pays du G7 ont réussi à s'entendre sur un objectif pareil, qu'est-ce qui fait en sorte que, dans cette Chambre, on ne soit pas mesure de s'entendre pour passer enfin à l'action? Cela dépasse l'entendement! Les libéraux prétendent être les défenseurs de la classe moyenne... La réalité est tout autre! Depuis le gouvernement de Jean Chrétien, c'est plus d'une vingtaine d'ententes avec des paradis fiscaux qui ont été conclues, dont trois au moins depuis que l'actuel premier ministre est en poste. On prétend lutter contre les paradis fiscaux, mais on en accroît le nombre. On accroît la permissivité les entourant», a-t-il poursuivi.

«Il est d'autant plus inadmissible de voir le gouvernement libéral s'enfermer dans sa position traditionnelle pour dire qu'il va continuer comme c'était. Ils nous disent de nous fier au budget et qu'on va y arriver; qu'ils vont continuer de faire ce qu'ils font si bien jusqu'à présent... Justement, cela ne fonctionne pas! Il faut rapidement poser des gestes forts et conséquents, afin de lutter efficacement contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal, et ce, dans un souci de justice fiscale», de conclure Stéphane Bergeron.

- 30 -

**Source:** Jeanne-Lise Devaux Pelier, agente de communications  
Bureau du député Stéphane Bergeron

@ [jeanne-lise.devauxpelier.349@parl.gc.ca](mailto:jeanne-lise.devauxpelier.349@parl.gc.ca)

☎ 450 922-BLOC (2562)